

« Mesurer et rendre compte de la création de valeur d'un organisme de logement social pour un territoire »

10 juillet 2014

Quoi de neuf chercheurs?











Pourquoi cette étude?

 Manque d'études économiques sur le secteur

Des approches centrées sur les coûts

- → Développer une recherche économique innovante sur le logement social
- → Montrer les apports du logement social: l'envisager comme un investissement











Pourquoi cette étude?

- Décentralisation et réduction des ressources publiques
 - → Un besoin renforcé de mesure des impacts au niveau local

→ Eclairer les décisions et arbitrages des collectivités

Des démarches similaires dans d'autres secteurs / d'autres pays











Nos partis pris

- Une approche territorialisée
- Une vision élargie de la « création de valeur »:
 - Globale, intégrant le « bien-être », les principes du développement durable
 - Partagée, pour (et par) les acteurs du territoire
- → « Valeur partagée » de Porter
- → « Valeur bien-être » du rapport Sen-Stiglitz -Fitoussi
- Un objectif de monétisation









Nos partis pris

· Une finalité opérationnelle:

 Construire un outil, utilisable par les organismes

 Pour fournir une base de dialogue et de coopération avec les collectivités et pouvoirs publics













Une nouvelle grille d'analyse

- 3 types de bénéficiaires, regroupés en secteurs: Haza apropries parties prenantes des organismes

 les 3 piliers du développement territorial

 Secteur résidentiel: habitants

 Secteur productif :

 Secteur productif :

productif: entreprises











DELPHIS ©

DELPHIS HABITAT & INNOVATION

Organisme

- 1. Potentiel d'investissement, à conditions constantes, issu des loyers
- 2. Accélérateur du potentiel d'investissement, issu des ventes
- 3. Amélioration de la qualité du stock existant
- 4. Croissance de l'offre locative, en valeur

Pour la population

Locataires

- 5. Gain en conditions de vie résultant des loyers modérés
- 6. Economies théoriques sur les dépenses d'énergie
- 7. Coûts d'adaptation de logement évités (personnes âgées)
- 8. Coûts d'hébergement évités pour les personnes âgées

Salariés et travailleurs

- 9. Rémunérations directes, indirectes et induites versées aux salariés
- 10. Emplois directs sur le territoire (non monétaire)
- 11. Emplois indirects et induits liés aux opérations d'investissement et à la gestion du patrimoine sur le territoire (non monétaire)

Les indicateurs

Secteur productif

12. Dépenses réalisées sur le territoire (entretien et fonctionnement; gros entretien et investissements)
13. Contribution de l'organisme au chiffre d'affaires d'entreprises locales (territoire / département / région)

Collectivités territoriales

14. Contribution aux ressources publiques par la taxe foncière versée directement et indirectement

15. Coûts évités de prise en charge des personnes âgées en établissement











Pour le secteur résidentiel

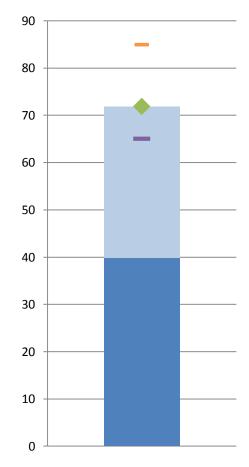
Gain en conditions de vie résultant des loyers

modérés

Gain moyen en surface: 32 m²

Equivalent monétisé: 3 688 € / an

- Gain en conditions de logement
- → Gain en pouvoir d'achat (baisse du taux d'effort)



Gain en surface

- Surface dans le parc locatif privé pour un même niveau de loyer
- Surface moyenne dans le parc de l'organisme sur le territoire
- Surface moyenne des logements locatifs en France
- Surface moyenne des résidences principales en France







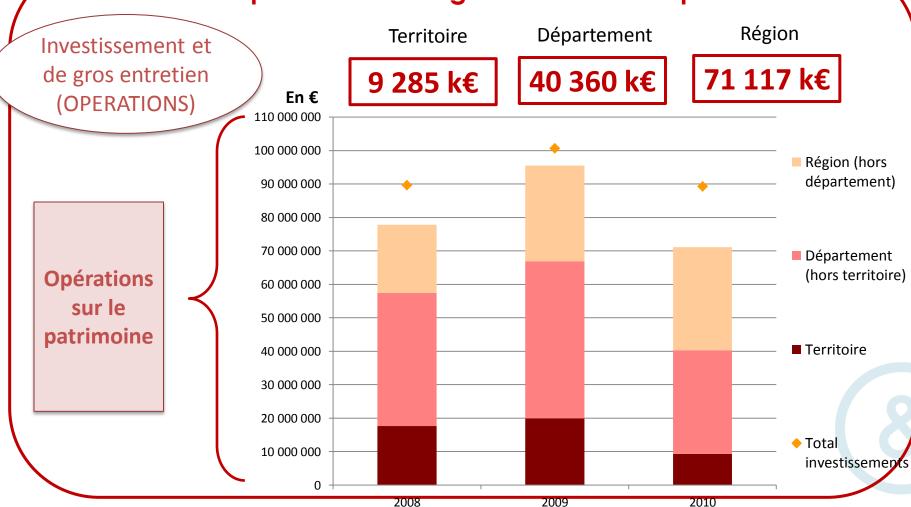






Pour le secteur productif

Une activité qui bénéficie largement aux entreprises locales













– Toute diffusion de ce document est soumise à autorisation de DELPHIS

2014

DELPHIS ©

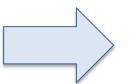
Pour le secteur résidentiel

Emplois directs, indirects et induits:



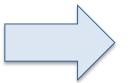


Entretien, gestion et fonctionnement (sur le territoire)



115 ETP directs sur le territoire



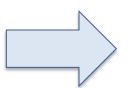


97 ETP indirects et induits





Investissements et Gros entretien (sur le territoire)



314 ETP indirects et induits











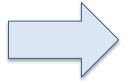




Pour le secteur résidentiel

Coûts évités liés à l'adaptation des logements pour les personnes âgées





49 k€

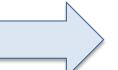
Coûts d'adaptation évités



Coûts

d'hébergement

évités



Soit 2140€ / ménage ⇔ > 1 mois de revenu médian par UC des 60-75 ans



381 k€

Soit 7780€ / ménage ⇔ 7,8 mois de revenu médian par UC des ménages concernés













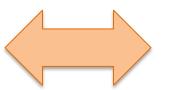
Pour le secteur public

Surcoût de prise en charge des personnes âgées évité

1 an d'hébergement évité pour les ménages concernés

Coût évité pour le Conseil général





4 200 €





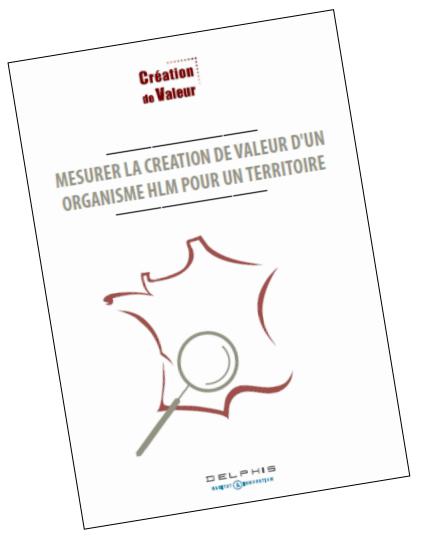






Pour en savoir plus...

Le manuel « Création de valeur »













 Consolider et fiabiliser les indicateurs, avec un meilleur accès aux données locales

• Impliquer les collectivités

• Etendre à d'autres thématiques, en fonction des priorités des acteurs

• Compléter par une « approche projet »

















Merci de votre attention





Contact:
Charlotte Limousin
limousin@delphis-asso.org

